

Introduction :

A la fin du XVIII^{ème} siècle en France, il existe **un profond désir de réformes sociales**. La société est alors divisée en 3 ordres : le Clergé (ceux qui prient), la Noblesse (ceux qui combattent) et le Tiers-État (ceux qui travaillent). Depuis la Révolution française, c'est ce qu'on appelle la société d'Ancien Régime.

- Le clergé représente 0,5% de la population. Il est exonéré d'impôts. Il a un rôle social : il prend en charge l'éducation (écoles, collèges, universités) et la santé (hôpitaux).
- La noblesse représente 1,5% des Français. Elle a des privilèges : port de l'épée, droit de chasse, exonération d'impôts. Elle dirige la société et possède les terres. Son train de vie est fastueux (domestiques, garde-robes, fêtes) et elle pratique l'oisiveté. Travailler lui est « ignoble » (non-noble).
- Le Tiers-État est partagé en deux groupes. La paysannerie, très nombreuse (90% de la population) cultivant la terre, écrasée d'impôts (taille, gabelle, dîme...). L'autre groupe est la bourgeoisie (8% de la population) qui exerce des activités marchandes (armateur), financières (banque), judiciaires (avocat)... Elle cherche à amasser des capitaux et acheter des titres de noblesse.

La Révolution américaine éclate entre les colons américains et le roi anglais. Dans la Déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776, l'américain Thomas Jefferson écrit : « Nous tenons ces vérités pour évidentes : tous les hommes sont créés égaux avec des droits inaliénables ; la vie, la liberté et la poursuite du bonheur. » La guerre d'indépendance s'achève en 1783 par la victoire des Américains, aidés par des troupes françaises dirigées par le marquis de La Fayette. Dans la Constitution de 1787, le président George Washington met en place une démocratie libérale, c'est-à-dire un régime politique fondé sur :

- la souveraineté du peuple (démocratie),
- le pluralisme politique (plusieurs partis politiques exprimant différentes opinions),
- la séparation des pouvoirs (République)
- et la défense des libertés individuelles (libéralisme).

Tout ceci survient **dans un contexte de crise économique** en France. Le pays traverse une crise financière (coût de la guerre en Amérique, faste de la Cour à Versailles) et connaît une mauvaise conjoncture économique (mauvaises récoltes durant les années 1780).

Enfin, la situation est **aggravée par des blocages politiques** : le souverain en place, Louis XVI, a une personnalité fragile, il est d'une grande indécision. Et les nobles refusent les réformes fiscales.

Les journées révolutionnaires de 1789

Au printemps 1789, le roi Louis XVI convoque les États généraux afin de trouver une solution à la crise. Chaque village doit envoyer à Versailles ses représentants (clergé – noblesse – Tiers-état) pour écouter le roi et aussi porter leurs cahiers de doléances. Les États généraux s'ouvrent à Versailles, en mai 1789. Deux problèmes se posent.

- D'une part un problème de représentativité.
 - Sur le millier de députés, la moitié sont issus du Tiers-état, un quart du clergé et un quart de la noblesse. Or, le Tiers-état représente 98% de la société, pas 50%.

- De plus, parmi les députés du Tiers-état, on ne trouve qu'un paysan, tous les autres étant des bourgeois. Or, les paysans représentent 85% du Tiers-état et les bourgeois 15%.
- D'autre part, se pose un problème pour le vote. Votera-t-on par tête ou par ordre ?
 - Les deux ordres privilégiés (clergé et noblesse), souhaitent voter par ordre : s'ils s'allient, ils auront deux voix contre une, celle du Tiers-état, et aucune réforme ne passera.
 - Le Tiers-état souhaite voter par tête, car ses 578 députés voteront contre les 561 des deux ordres réunis, et auront donc une chance de gagner.

Le 20 juin 1789 à Versailles, après deux mois de réunions infructueuses, les députés du Tiers-état se réunissent dans une salle de sport (jeu de paume), proche du château. Puisque quelques députés de la noblesse et du clergé les ont rejoints, ils se déclarent « Assemblée Nationale » et non plus Tiers-état. Puis ils font le serment de ne pas se séparer tant qu'ils n'auront pas rédigé une Constitution pour le royaume. Ainsi, la France n'aura plus de monarchie absolue de droit divin, mais une monarchie constitutionnelle, comme les Anglais. On appelle cette journée, le Serment du Jeu de Paume. C'est le début de la Révolution !

A Paris, en juillet, le peuple est étonné du courage des députés de Versailles. Cependant, le roi fait rassembler des milliers de soldats autour de Paris. Les Parisiens prennent peur. Le 13 juillet, ils pillent les Invalides pour récupérer des fusils. Le 14 juillet 1789, ils s'emparent de la prison de la Bastille pour mettre la main sur des barils de poudre. Désormais, le peuple de Paris est armé. Le marquis de La Fayette, partagé entre l'obéissance au roi et l'amour de la Révolution, crée une Garde Nationale avec ces volontaires parisiens. Toutes les grandes villes imitent Paris, se dotent d'une garde nationale et élisent des assemblées locales. La Révolution gagne toute la France.

En août, la France connaît la « Grande Peur » : les paysans dans les régions croient que l'armée du roi va mettre fin à la Révolution. Ils s'attaquent alors aux châteaux des nobles pour les brûler. Dans la nuit du 4 août, les députés de Versailles, pour calmer la paysannerie, votent l'abolition des privilèges ; c'est la fin de la société d'ordres, la fin de l'« Ancien Régime » ! Puis, le 26 août 1789, les députés rédigent le préambule de la future Constitution. Ils appellent ce texte la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Enfin, les 5 et 6 octobre 1789, des Parisiennes se rendent à Versailles pour ramener le roi et sa famille dans Paris, au palais des Tuileries. En effet, elles commencent à le suspecter de ne pas être sincèrement en faveur de la Révolution ; elles le veulent près d'eux, pour mieux le surveiller.

De la monarchie constitutionnelle à la République

Le 14 juillet 1790 à Paris, lors de la Fête de la Fédération, le peuple fête l'anniversaire de la prise de la Bastille. Les gardes nationales des villes de province viennent défiler à Paris. Toute la société croit alors que la Révolution est terminée et que le roi accepte la monarchie constitutionnelle. Sur le Champ de Mars, La Fayette, le roi, la reine puis la foule, jurent « de maintenir la Constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, de faire exécuter les décrets de l'Assemblée Nationale, acceptés par le roi ».

Toutefois, un an plus tard, les masques tombent : le roi est arrêté à Varennes, près de la frontière, en tentant de rejoindre ses cousins autrichiens, afin que ces derniers l'aident à mener une guerre contre les

révolutionnaires. Le 22 juin 1791, il est ramené à Paris, la déception des Français est immense. L'espoir d'une monarchie constitutionnelle est anéanti.

Un an plus tard, le 10 août 1792, les Autrichiens encerclent Paris et exigent que le roi, surveillé dans le château des Tuileries, soit libéré. Des gardes nationaux parisiens et marseillais refusent de céder au chantage, attaquent alors les Tuileries et font prisonnier le roi. La France part en guerre contre ses voisins royalistes : cela durera plus de 20 ans, jusqu'en 1815.

Le 21 septembre 1792, à la bataille de Valmy, 1^{ère} victoire contre les monarchies voisines, la 1^{ère} République française est proclamée, c'est la fin de la monarchie en France (pour quelques années seulement...).

Le 21 janvier 1793, après un long procès pour trahison, le « citoyen Louis Capet » (Louis XVI) est guillotiné à Paris, Place de la Révolution (actuelle Place de la Concorde).

Les soubresauts de la 1^{ère} République.

En 1793, ce sont les « Jacobins » (ils occupent un bâtiment Rue Jacob à Paris) qui prennent le pouvoir. On appelle leur gouvernement la « Convention montagnarde » en raison du fait qu'ils avaient l'habitude de s'asseoir tout en haut des gradins lors des réunions. Leur chef est Robespierre, il s'appuie sur les « Sans-Culottes », le petit peuple de Paris. Il crée le Comité de Salut Public pour sauver la République, menacée de l'extérieur et de l'intérieur.

- Robespierre veut la centralisation du pouvoir (appelée « jacobinisme ») : la France reste unie, aucune province ne quitte la République par une sécession, et surtout, Paris domine le pays.
- Il veut l'égalitarisme. Ainsi, il abolit l'esclavage dans les plantations françaises d'Amérique, rend l'école gratuite pour tous, confisque les richesses du clergé pour les vendre, instaure des prix bloqués que les commerçants n'ont pas le droit de dépasser, pour le pain notamment.
- Cependant, il combat la religion chrétienne, fait voter la Loi des Suspects (une loi liberticide qui permet de guillotiner sur simple dénonciation ou soupçon un « ennemi de la révolution ») ; c'est la « Terreur ». Chaque jour, dans les villes, des « charrettes de la mort » emmènent les condamnés vers l'échafaud.
- Alors que la guerre se poursuit contre les voisins européens, des régions françaises se soulèvent contre Robespierre : la Vendée et la Bretagne qui désirent le retour de la monarchie et de l'Église ; les grandes villes de province, telles que Bordeaux, Lyon, Marseille qui récusent la domination parisienne. Au bout de deux ans, les bourgeois parisiens se révoltent contre Robespierre et les Sans-Culottes.

De 1795 à 1799, Les bourgeois reprennent le pouvoir avec un nouveau gouvernement : « Le Directoire ». Pour éviter qu'un nouveau « Robespierre » s'accapare tous les pouvoirs, il y aura désormais 5 « Directeurs » pour diriger le pays. Ce gouvernement durera 4 ans, mais fut marqué par la corruption des élites et le retour des riches « émigrés », c'est-à-dire les nobles ayant fui en 1789 vers les pays voisins.